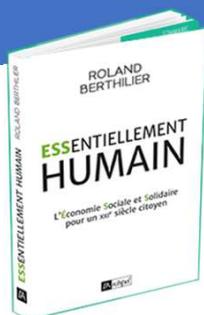




IPSE



# 4 questions à...



## ESSENTIELLEMENT HUMAIN *L'Économie Sociale et Solidaire pour un XXI<sup>e</sup> siècle citoyen*

Roland BERTHILIER

Président chez Groupe MGEN  
ancien président de L'ESPER



Dans son ouvrage Roland Berthilier évoque ses pistes pour une meilleure reconnaissance de l'ESS, acteur majeur des solidarités en cette période de crise. Europe, lucrativité limitée, entreprises à missions... Les sujets évoqués sont nombreux, et avec une formidable acuité ! Nous remercions une fois de plus Roland Berthilier pour cet entretien accordé au sortir d'un Mois de l'ESS florissant et engageant pour demain.

**1** L'ESS est aujourd'hui à la croisée des chemins. Quelles sont selon vous les enjeux et combats avec lesquels elle doit renouer ? A contrario, sur quoi vous paraît-il essentiel qu'elle évolue ?

► L'ESS a su démontrer sa capacité d'adaptation dans l'histoire. Lors de la crise de 2008, elle a fait preuve de résilience en répondant aux urgences sociales tout en continuant de créer de l'emploi, parce que ses entreprises étaient ancrées dans les territoires et répondaient aux besoins des Français. Elles ont su innover et c'est là le propre de nos entreprises sociales et solidaires.

Aujourd'hui encore, face à la crise de la COVID-19, l'ESS répond à des besoins sociaux au plus proche de la population. Dans le domaine de la santé par exemple, les mutuelles assurent leur rôle en matière de protection sociale, mais nous développons également des initiatives pour accompagner nos adhérents et les populations fragiles face à l'émergence de nouveaux besoins et de nouveaux risques. Je pense notamment à l'isolement et aux risques psychosociaux, mais également à la prévention et au sport-santé face aux maladies du 21<sup>ème</sup> siècle.

Nos établissements mutualistes, notamment MGEN, sont également en première ligne pour l'accueil de patients COVID et pour leurs soins de suite et de réadaptation, en soutien au service public hospitalier. Sans compter les établissements médicosociaux, EHPAD en premiers lieux, dans lesquels la proximité et le lien de notre culture mutualiste sont indispensables aujourd'hui.

Cette nouvelle crise a de nouveau montré l'utilité sociale de l'ESS. Il faudra reconnaître cet effort dans la sortie de crise.

Lors du remaniement de juillet 2020, l'ESS a bénéficié d'une nouvelle reconnaissance avec la création d'un secrétariat d'État, désormais rattaché à Bercy. C'était une décision attendue, car l'ESS n'est pas seulement sociale, pas seulement solidaire. C'est un mode d'entreprendre présent dans tous les secteurs d'activité et un acteur essentiel de l'emploi. L'ESS pèse environ 10% du PIB, rien de moins que le poids de cette crise !

Les entreprises sociales et solidaires sont aussi impactées, mais elles peuvent être vues comme un relai de la reconstruction et de la réappropriation de notre modèle de production. Il y a là une attente forte d'une stratégie nationale, de stratégies locales, prenant appui sur l'ensemble des acteurs dans les territoires. C'est notre responsabilité collective que d'y arriver. Les entreprises de l'ESS doivent donc apprendre à parler d'une seule voix pour être entendues. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions amorcer un réel changement d'échelle au bénéfice de notre société. Ce travail a commencé avec la fusion d'ESS France et du CNCRESS, mais le chemin est encore long.

Novembre 2020



IPSE



# 4 questions à...

Roland BERTHILIER

Président chez Groupe MGEN  
ancien président de L'ESPER



## 2 Vous évoquez la coopération vs la collaboration. D'aucuns parlent aussi « d'associationisme ». En d'autres mots, est-ce à dire que l'ESS doit renouer avec un véritable projet politique ? Et quel serait-il ?

► Ce ne sont pas tant les mots qui importent que les objectifs que nous nous fixons et la manière dont nous arrivons à avancer ensemble. On voit depuis plusieurs années monter un sentiment de défiance envers les institutions. Nous mesurons depuis plusieurs années le climat de confiance et de bien-être des Français à travers un baromètre constitué par la MGEN avec nos amis belges de Solidaris. Nous constatons régulièrement un recul. Cela se matérialise par un repli sur soi, des mouvements sociaux comme celui des « gilets jaunes ». Pourtant, les Français aspirent à plus de solidarité, à plus de proximité, à plus de démocratie. Ils ont une vision soucieuse d'émancipation, de responsabilité par la quête de sens, au travail ou dans la manière de consommer.

C'est tout cela le projet de l'ESS. Ces valeurs constituent le fondement de notre modèle. Nous ne les avons jamais perdues, mais nous avons peut-être péché par manque de communication. Le projet politique avec lequel l'ESS doit renouer, c'est avant tout celui-ci. Il faut développer la vision d'une économie collective et inclusive, nourrie des expériences de chacun. Il faut apprendre à mieux transmettre nos valeurs, en particulier aux plus jeunes comme nous le faisons avec L'ESPER, mais aussi à tous les âges.

Les partis politiques traditionnels voient leurs effectifs fondre car la réalité du monde nous apparaît aujourd'hui bien plus complexe. La dualité entretenue entre deux modèles économiques, le capitalisme et le communisme, a longtemps étouffé les autres voies, je l'aborde dans mon ouvrage. Les Français ne s'expriment plus uniquement par les urnes, aujourd'hui, c'est par leur travail, par leur engagement quotidien, par leur consommation qu'ils veulent faire bouger les choses. L'ESS est en mesure de répondre à tout cela à la fois.

## 3 Au milieu d'une relative confusion entre les entreprises à mission, la raison d'être, la mesure d'impacts, etc. comment ne pas dévoyer la question de l'utilité sociale ?

► L'utilité sociale a trop longtemps été considérée comme une chose à la fois abstraite et évidente pour les entreprises de l'ESS. On dit souvent que « statut n'est pas vertu » mais cette formule peut être entendue de différentes manières.

Les statuts (associatif, coopératif, mutualiste...) ne garantissent pas la poursuite réelle d'une utilité sociale. On ne peut pas non plus lier l'utilité sociale à la seule question de l'étendue de son action, car de grands groupes participent à la résolution de défis sociaux ou environnementaux. Mais dans quel but ? Une stratégie marketing ? C'est le même problème avec le développement de l'entrepreneuriat social (« Social Business »). L'utilité sociale doit se conjuguer à la manière d'entreprendre. C'est le cœur de l'ESS. Faire grandir la solidarité par la solidarité, pour la solidarité. Ce sont nos valeurs qui permettent de bâtir notre utilité sociale et forge à mon sens sa réalité. Mais nous ne devons pas nous épargner de communiquer sur cette vertu, c'est le second sens de la formule. C'est également tout le sens de la démarche de construction de notre « raison d'être » que nous amorçons au sein du Groupe MGEN. Non pas parce que nous devons nous en inventer une, contrairement à d'autres entreprises, mais parce qu'au contraire il est grand temps d'en être fiers et de la faire connaître.

Un certain nombre de structures de l'ESS ne parviennent pas à faire entendre leur singularité pensant que leur statut suffit. Mais ce n'est plus le cas.

Novembre 2020



IPSE



# 4 questions à...

Roland BERTHILIER

Président chez Groupe MGEN  
ancien président de L'ESPER



C'est une lame de fonds dont s'emparent aujourd'hui certaines entreprises, par nature pas toutes éthiques. Tout le monde doit trouver son utilité sociale, sa responsabilité environnementale car c'est désormais ce que les citoyens attendent des entreprises, ce qui oriente de plus en plus leur comportement de consommateurs. Le risque est la dérive publicitaire. La « raison d'être » n'est pas une démarche de communication. Nous devons nous aussi nous saisir de ces sujets, démontrer la sincérité de notre action en travaillant sur la preuve de cette "raison d'être", sur la mesure d'impact la plus transparente possible. Permettre d'aider les citoyens à faire leurs choix de manière éclairée, tirer vers le haut ce système. Si nous le laissons aux mains des seules entreprises capitalistes, il ne se contentera probablement que d'un niveau minimal.

Nous emparer de ces questions nous poussera aussi à nous améliorer, à réinterroger nos pratiques, à prouver à chaque instant au plus grand nombre que le choix de l'ESS est le bon. D'une certaine manière cela permettra même de s'attaquer aux pratiques des entreprises capitalistes et aux vertueux de la dernière heure en les obligeant à aller plus loin et progressivement changer eux aussi leurs pratiques. Car c'est la modernité de l'ESS. Cette capacité d'innovation sociale, inscrite dans notre ADN, dont tous cherchent aujourd'hui à s'inspirer. L'ESS est le nouveau modèle inspirant.

4

**La MGEN (à travers VYV) est membre de la Coalition Act4SocialEU. La protection sociale solidaire voit-elle ses terrains de combat se déplacer vers les sphères européennes ? Quels en sont les enjeux ?**

► La coalition "Act4SocialEU" est une coalition d'acteurs économiques de l'ESS œuvrant en matière de protection sociale. La réalité que je décrivais est un constat dans de nombreux pays européens où les acteurs de l'ESS apportent des réponses aux besoins sociaux vitaux. L'accès aux soins sur tous les territoires et pour tous les citoyens fait partie de ces besoins essentiels. Pourtant, en dépit de leurs engagements en matière sociale, les instances européennes avaient jusque-là des difficultés à appréhender les particularités de notre modèle conjuguant utilité sociale et lucrativité limitée. L'Europe avait tendance à diviser la sphère économique entre l'économie lucrative et l'économie de la gratuité (le non profit sector ou third sector). Et c'est dans cette vision réductrice que se sont construites les directives qui façonnent nos activités. Les exemples ne manquent pas, notamment pour notre mutuelle qui en 20 ans a vu considérablement évoluer les modalités de mise en œuvre de ses principes, notamment par la dissociation de nos activités. Le combat ne se déplace donc pas, mais il s'étend.

Un plan d'actions européen pour l'ESS est toutefois attendu pour 2021, montrant l'ouverture vers une évolution de la conception économique. Les récentes prises de positions à ce sujet sont à saluer, en particulier la nécessaire reconnaissance des spécificités de l'ESS et de la lucrativité limitée à l'échelle européenne. Nous militons à la MGEN depuis plusieurs années pour cette reconnaissance, avec notamment la publication en 2017 d'un rapport sur le but non lucratif en droit de l'Union européenne, réalisée par la chercheuse Laëtitia Driguez. Le Groupe Vyv est moteur sur le sujet auprès des institutions européennes. Il faut désormais traduire cette définition concrètement dans les textes européens car l'urgence se fait sentir. La crise sanitaire l'a montré : ce mode d'entreprendre a su être à la hauteur des défis, dans l'intérêt général des européens.

Au-delà de l'ESS à proprement parler, l'enjeu est d'infuser ses valeurs dans les politiques et plans d'actions européens, dont le socle européen des droits sociaux. L'année 2021 avec le sommet européen de l'ESS de Mannheim et la préparation de la présidence française du Conseil européen présente en ce sens de véritables opportunités.

Novembre 2020